Opinion

CUBA - La mesure de Trump contre l'île est « immorale, illégitime, frauduleuse et illégale »

Eliécer Jiménez Julio

mardi 9 février 2021, mis en ligne par Françoise Couëdel

Jeudi 28 janvier 2021 - *« Cuba est le cinquième pays au niveau mondial à avoir ratifié les 19 mesures internationales qui existent en matière de terrorisme », fait remarquer Antonio Quintanilla Román, ambassadeur à l'ONU, à Genève*.

L'ambassadeur de la Mission permanente de Cuba au sein de l'Office des Nations unies (ONU), à Genève et d'autres organismes internationaux, ayant leur siège en Suisse, Juan Antonio Quintanilla Román, a réaffirmé son rejet ferme de la déclaration du gouvernement états-unien d'inscrire Cuba sur la liste des gouvernements qui encouragent le terrorisme au niveau international, car il la considère illégitime, immorale, frauduleuse et illégale, en accord avec les déclarations d'éminents congressistes et autres personnalités et gouvernements du monde.

Le diplomate a déclaré : « Le gouvernement cubain ne reconnaît pas la légitimité de ces listes qui sont établies unilatéralement par le gouvernement nord-américain qui ne jouit pas en conséquence de mandat international, étant donné qu'aucun organisme multilatéral mondial n'a demandé que soient élaborées ces listes, raison pour lesquelles elles doivent être rejetées. »

« Ces listes ont pour objectif de justifier des mesures coercitives contre des pays qui ne souscrivent pas aux programmes que le gouvernement des États-Unis tente d'imposer au niveau mondial, qui ne se soumettent pas aux intérêts étatsuniens et qui au plan international le défient, l'affrontent et lui livrent bataille tant au niveau bilatéral que dans le domaine des organismes internationaux et de l'orientation politique », a déclaré Quintanilla Román.

« Cuba ne promeut pas le terrorisme. Au contraire Cuba a été victime des actes terroristes qui ont été commis par des personnes installées aux États-Unis et depuis leur sol, avec la complicité des autorités des gouvernements nord-américains. Ces actes terroristes ont causé la mort de plus de trois mille Cubains et des handicaps permanents à plus de deux mille de nos concitoyens. En conséquence notre peuple, notre pays, sont victimes du terrorisme et n'en sont pas les promoteurs. C'est là une vérité connue au niveau international.

Cuba est également le cinquième pays au niveau mondial qui a ratifié les 19 mesures internationales qui existent en matière de terrorisme, c'est a dire les engagements internationaux qui ont été pris pour combattre le fléau du terrorisme. Cuba les a tous signés. Ceci indique que nous n'encourageons pas le terrorisme et qu'au contraire nous le combattons au niveau national et international, que nous en avons toujours rejeté toutes les formes et toutes les manifestations et que nous condamnons quiconque commet un acte terroriste, où que ce soit et contre qui que ce soit. Ce sont les éléments essentiels qui doivent guider la réponse de tout cubain à la mesure prise par le Département d'État du gouvernement sortant en rapport avec Cuba et son soutien supposé au terrorisme », a déclaré Quintanilla Román.

Le diplomate a précisé que :« c'est un sujet politique, une mesure politique qui a une motivation opportuniste, décidée par une administration sortante, à quelques jours du terme de son mandat, dans le but d'entraver les mains de l' administration nouvellement intronisée, de freiner les avancées possibles qui pourraient exister à nouveau dans les relations bilatérales avec Cuba. En outre d'un point de vue plus

large c'est une façon de remercier ses soutiens politiques et de préparer le terrain de l'année 2024 ».

Pour ce qui relève des actions mises en œuvre en matière de diplomatie internationale et devant l'ONU à Genève pour rejeter cette mesure et obtenir le retrait de Cuba de cette liste, l'ambassadeur cubain a déclaré : « Dès son annonce, cette mesure a suscité de vives réactions de rejet, des déclarations et des messages tant de certains gouvernements au niveau mondial, de parlements de différentes nations, de leaders, de personnalités, d'organisations internationales et régionales, de personnalités du monde de la culture, du monde académique scientifique, artistique, etc. comme celui du Mouvement des pays non alignés qui, par la voie de leur bureau de coordination à New York, a émis un avis de rejet de cette mesure y compris émanant d'une partie du peuple et de certains hommes politiques nord-américains. Ils ont reconnu qu'il s'agit d'une mesure illégale et frauduleuse et exigent qu'elle soit annulée le plus rapidement possible en raison de l'impact qu'elle peut avoir sur le blocus contre Cuba. Ils affirment que c'est un durcissement supplémentaire du blocus qui a un impact extraterritorial et qui est nocif aussi dans le secteur des finances et de l'économie cubaine et qui peut aggraver encore davantage le blocus contre notre pays ».

« On ne peut pas passer sous silence qu'au cours de l'administration Trump, son gouvernement a adopté plus de 200 mesures pour renforcer et resserrer le blocus contre mon pays et que cette dernière est le couronnement des multiples mesures adoptées par le gouvernement sortant de Trump.

Depuis Genève nous lançons des actions contraires pour susciter des oppositions à cette mesure qui se manifestent par l'expression de rejet d'organisations suisses. Ainsi l'association internationale des Juristes démocrates a également émis une résolution les condamnant, les rejetant, et a demandé à l'administration de Joe Biden d'invalider rapidement cette mesure, de revenir sur l'application du titre 3 de la loi Helms Burton, qui est entrée en vigueur sur instruction du gouvernement de Trump, l'année dernière.

En dépit des contraintes imposées aux activités de l'ONU ici à Genève nous agissons mais, dès qu'une possibilité se présentera de reprendre le travail diplomatique en réunions, dans les conditions habituelles, ce sera un sujet que nous aborderons lors des forums chaque fois que ce sera possible, comme lors de la conférence sur le désarmement, lors du Conseil des droits humains, etc. où nous pourrons exposer et dénoncer devant la communauté internationale l'application de cette mesure illégitime et exigerons sa suspension immédiate. »

Pour ce qui concerne les attentes du gouvernement et du peuple cubains que suscite l'arrivée aux États-Unis d'un nouveau mandataire et la politique états-unienne envers Cuba, l'ambassadeur Juan Antonio Quintanilla Román a répondu : « on sait qu'au cours de sa campagne l'actuel président des États-Unis a déclaré que les politiques de l'administration d'Obama avaient causé des dommages au peuple cubain et n'étaient pas parvenu à avancer dans l' intérêt des États-Unis. Cela ne peut être passé sous silence. En conséquence les promesses, selon ces déclarations de J. Biden, laissent entendre qu'il serait disposé à revenir au point où Obama et lui les laissèrent quand ils formaient le duo présidentiel.

« Nous les Cubains nous croyons que toutes les mesures peuvent être suspendues, car si elles ont été adoptées par décret présidentiel elles peuvent être annulées de la même façon ; néanmoins tout dépend de la volonté politique d'agir et, en conséquence, autant le gouvernement que le peuple cubains sommes attentifs aux décisions que prendra le nouveau gouvernement nord-américain, mais sans que nous le peuple cubain soyons appelé à faire une quelconque concession politique.

Les mesures adoptées de façon unilatérale doivent être levées de la même façon par le gouvernement des États-Unis et, comme nous l'avons dit constamment, nous serons toujours en faveur d'un dialogue constructif, respectueux, qui bénéficiera aux deux parties, et d'une relation courtoise avec le gouvernement nord-américain. Nous tenons à souligner que Joe Biden a nommé des personnes qui ont l'expérience des relations avec Cuba. Elles pourraient faire évoluer dans le sens d'une considération, d'une réflexion qui favoriseraient une relation avec Cuba plus objective, moins politisée dans l'intérêt de relations bilatérales ».

L'ambassadeur de Cuba interrogé devant l'ONU à Genève sur les propositions destinées à montrer au

monde qu'aussi bien le gouvernement que le peuple cubain sont pacifistes, solidaires et humanistes a répondu : quelles ques soient les mesures coercitives qui nous seront imposées, Cuba, les Cubains, nous ne renoncerons jamais au principe de la solidarité, de la coopération, du dialogue constructif de l'amitié entre les nations et c'est la raison pour laquelle nous brandissons le drapeau de la coopération internationale, de la défense du multilatéralisme, de la défense de la chartre de l'ONU. Pour cette raison nous défendons et nous allons continuer à défendre tous ces droits déjà exprimés comme le sont le droit à la paix et à la solidarité, à un environnement sain et à des relations civilisées entre les nations.

« Sans renoncer par exemple à la coopération internationale dans le domaine de la santé, si critiqué par Trump, mais qui est au service des peuples frères par l'envoi de médecins, infirmiers, techniciens et personnels de santé qui vont bénévolement partager leurs connaissances avec d'autre peuples du monde et cela, en dépit des calomnies qui se sont répandues nous accusant de traite de personnes. Tout cela est invraisemblable et mal intentionné, destiné à brouiller les esprits. Nous donnons nos excédents, nous partageons ce que nous avons, nous sommes solidaires par nature. C'est pourquoi la brigade Henry Reeve qui a fait face à de grandes catastrophes est sur la liste de la candidature au Prix Nobel de la Paix, avec l'appui de nombreuses organisations et personnalités mondiales. Cela souligne la reconnaissance dont jouit Cuba dans le domaine de la coopération et de la solidarité. »

Concernant les accusations permanentes de certains gouvernements sur l'ingérence de Cuba dans les politiques internes de certains pays et le cas supposé de la Colombie en particulier, l'ambassadeur Quintanilla Román a déclaré : « Je peux dire en toute transparence que dans aucune action internationale Cuba n'a l'intention implicite de s'ingérer dans les affaires internes d'aucun pays, toute accusation en ce sens est mensongère. Grâce à nos brigades médicales, avec les travailleurs dans le domaine du sport, de l'éducation, la science nous allons coopérer avec les peuples du monde et travailler en faveur des droits, du bienêtre, du développement de ces nations et nous n'avons aucunement pour objectif l'ingérence dans les affaires internes, de même que nous n'acceptons pas l'ingérence dans les affaires internes de Cuba. »

Traduction française de **Françoise Couëdel**.

Texte original (espagnol) : https://www.alainet.org/es/articulo/210732.